

## LA SECURITE ENERGETIQUE DES ETATS-UNIS

Le siècle dernier s'est caractérisé par une progression rapide de la consommation d'énergies fossiles et par la recherche et la découverte correspondantes à de nouvelles réserves énergétiques. La consommation d'énergie continue de progresser dans toutes les régions du monde, la croissance la plus rapide étant actuellement enregistrée en Asie.

Ce continent connaît une véritable révolution industrielle, qui stimule l'essor de sociétés de consommation massive et modifie radicalement l'équation mondiale de la sécurité énergétique. Dans les années 1970, l'Amérique du Nord consommait deux fois plus de pétrole que l'Asie ; aujourd'hui, la demande asiatique est déjà plus forte que celle de l'Amérique du Nord et constitue un des facteurs essentiels de la hausse mondiale des cours du pétrole et du gaz.

Selon le Conseil Mondial de l'Énergie, la sécurité énergétique se définit comme « *la disponibilité de l'énergie, sous différentes formes et à tout moment, pour les consommateurs en quantité suffisante et à des prix raisonnables* ».

Cette définition libérale de l'accès à différentes sources d'énergie régit toutes les politiques énergétiques des Etats industrialisés. Elle ne permet cependant pas de cibler les objectifs précis d'une politique énergétique en particulier. La spécificité d'une stratégie de sécurité énergétique réside, entre autres choses, dans la manière dont un Etat réagit face aux menaces énergétiques que sont la dépendance et la vulnérabilité. La dépendance aux importations représente le déficit en volume entre la production et la consommation en sol national. Une demande non soutenue par l'offre est compensée par des importations et cette part d'importations dans la consommation nationale représente le taux de dépendance.

En 2002, les Etats-Unis ont produit 7,6 millions de barils par jour (mb/j) de pétrole alors qu'ils en ont consommé 19,7 pour un écart de 11,9 mb/j. Les besoins de la société américaine en matière de pétrole dépendent ainsi à 60,1 % des importations. Cette dépendance n'est cependant pas un signe de vulnérabilité. Elle fait plutôt référence aux risques d'une rupture des approvisionnements énergétiques, c'est-à-dire à une pénurie possible de pétrole en sol américain. Mais dépendre à 60,1 % des importations en matière de pétrole n'est pas un excellent indicateur de sécurité énergétique. Il est donc vitale pour les Etats-Unis d'assurer un bon niveau de sécurité de leurs approvisionnements énergétiques.

La provenance des importations pétrolières américaines est beaucoup plus révélatrice. Toujours dans le cas américain, les deux tiers des importations proviennent de fournisseurs fiables (Canada, Mexique, Royaume-Uni) alors que le quart des approvisionnements est délicat (Arabie Saoudite et Venezuela) et 5 % sont menacés (Irak et Nigeria).

Malgré une forte dépendance aux importations, il n'y a donc qu'une faible partie des fournitures vulnérables à une rupture des approvisionnements.

Les importations de pétrole et de gaz naturel représentent pour les Etats-Unis une faiblesse qui les oblige à une plus grande interdépendance. Conscients de cette situation, les dirigeants américains ont tendance à amplifier cette menace dans le but d'entretenir en permanence le climat d'une crise chronique en matière d'approvisionnements énergétiques.

Plusieurs déclarations témoignent de cette situation. Le Président Bush et ses conseillers sont revenus à plusieurs reprises sur les dangers de la « surdépendance » à une source d'énergie en particulier ou encore sur les méfaits qui pourraient en résulter pour leur sécurité nationale. Ces thèmes sont d'ailleurs régulièrement repris par le Congrès.

D'autres déclarations émanant du pouvoir exécutif comme du législatif démontrent le caractère critique de l'énergie pour la société américaine.

En réalité, il faut se demander s'il ne serait pas plus juste de parler d'une stratégie d'« insécurité énergétique » volontairement entretenue. Cette transformation des termes du débat rejoindrait en fait les opinions des experts sur l'énergie qui font état d'une « relative abondance » sur le marché pétrolier ou de « capacités de production inutilisées ».

Il y a donc une déformation profonde de la vérité entre le discours et la réalité, entre le portrait dressé par les hauts-dirigeants américains et celui défendu par les experts en matière d'énergie.

Aux Etats-Unis, plus grande est la dépendance, plus grande est la perception de la menace ou de l'insécurité énergétique. Le Japon, par exemple, dépend à 80 % de ses importations pour répondre aux besoins de sa consommation nationale. Pourtant, on ne retrouve pas dans le discours officiel japonais le ton alarmiste du discours américain.

Sur un plan international, les Etats-Unis ont toujours l'œil tourné vers le Moyen-Orient, mais cette attitude n'est pas nouvelle. En 1980, les importations américaines de pétrole en provenance du Golfe persique représentaient 46 % des importations américaines. En 2001, cette proportion tombait à 17%. Pourtant, ce sont les Etats-Unis qui continuent d'assurer pratiquement seuls les coûts de sécurisation de la région. Existe-t-il, comme certains le prétendent, une « surprotection » de la région par rapport aux coûts de la sécurisation?

En 2000, la valeur des importations pétrolières américaines de la région était de 10,25 milliards de dollars US, alors que les coûts de sécurisation étaient estimés par l'Institut CATO entre 30 et 60 milliards de dollars US. Il est vrai que les Etats-Unis ont une politique de sécurité mondiale et qu'il serait peu approprié de comparer les coûts américains par rapport aux bénéfices qu'en retirent par exemple l'Europe ou le Japon.

En la matière, le processus de sécurisation des approvisionnements pétroliers en provenance du Golfe persique est unique aux Etats-Unis. Aucun autre Etat n'a de politique comparable, pas même la Russie dans sa zone de turbulence que représente son « étranger proche ». Encore que des déclarations récentes donnent à entendre que la Russie pourrait vouloir intervenir dans cette zone, pour protéger ses intérêts, s'ils sont menacés.

L'obsession américaine d'assurer la sécurité de ses approvisionnements paraît d'autant plus ancrée dans l'esprit américain qu'elle rejoint la « construction » du climat d'insécurité énergétique volontairement entretenu par les dirigeants américains.

Actuellement, le taux de dépendance énergétique des importations moyen orientales est plus faible aux Etats-Unis qu'il ne l'est pour le Japon, l'Union Européenne, la Chine ou l'Inde. Les Américains ont ainsi été beaucoup plus actifs dans ce processus de diversification que les autres Etats industrialisés, ce qui dénote encore une fois la singularité américaine en matière de sécurité énergétique.

L'enjeu fondamental derrière la stratégie de sécurité énergétique américaine est la protection de « l'American way of life ». La création, par les dirigeants américains, d'un climat d'insécurité énergétique révèle une construction sociale de la réalité permettant d'énoncer l'importance des questions énergétiques pour le bon fonctionnement « énergivore » qu'est la société américaine.

L'enjeu derrière la stratégie de sécurité énergétique américaine est donc beaucoup moins politique ou économique que culturelle, sociétale et identitaire. Il s'agit moins de protéger l'économie américaine que de préserver les standards de vie de la société américaine.

Mais devant l'épuisement éventuel des ressources énergétiques mondiales, il apparaît pertinent de se demander si la nation de l'abondance n'aura pas intérêt à revoir son mode de consommation, afin de mettre sur pied une stratégie de sécurité énergétique adaptée à la conjoncture énergétique mondiale actuelle.

La sécurité énergétique est donc aujourd'hui au centre du débat stratégique contemporain. Au cours des derniers mois, tant le gouvernement américain que l'Union européenne ont fermement fait part de leurs préoccupations face aux menaces très réelles qui pèsent sur la sécurité énergétique, tout en commençant à réévaluer leurs stratégies respectives pour

relever ces graves défis. Le problème est que l'Union Européenne n'a pas encore exploré la dimension militaire de la situation et que le Conseil de l'OTAN n'est pas parvenu à un accord quant à savoir si l'Alliance doit élaborer une large approche stratégique des questions énergétiques. Qui plus est, il s'avère politiquement très difficile d'encourager un dialogue bilatéral entre l'Union Européenne et l'OTAN. Or un échec pourrait amplifier, à terme, les vulnérabilités occidentales en matière d'énergie.

Une réflexion créative et un leadership politique dynamiques seront nécessaires pour surmonter ces déficiences institutionnelles potentiellement graves, qui pour l'essentiel compliquent la réponse aux défis énergétiques émergents, dont les vulnérabilités croissantes en matière d'énergie.

La solution des problèmes énergétiques de la planète exigera des efforts mondiaux résolus et soutenus pendant des décennies. Les Etats-Unis doivent concilier l'accroissement de leur production d'énergie avec l'utilisation d'énergies non polluantes et à rendement élevé en formant des partenariats internationaux, en développant et en diversifiant leurs sources approvisionnements, ainsi qu'en encourageant la concurrence et l'adoption d'une politique judicieuse au niveau national. Les nouvelles technologies qui promettent de changer la façon dont on produit et consomme l'énergie seront au cœur même de ces efforts.

La communauté internationale devra déployer pendant des décennies des efforts soutenus pour relever les défis énergétiques mondiaux. Etant donné que le marché américain est le plus vaste du monde dans un système énergétique mondial de plus en plus intégré, les Etats-Unis influencent le cours des événements dans le monde et sont influencés par eux. C'est pourquoi la politique énergétique des Etats-Unis joue un rôle important dans le maintien de la sécurité énergétique mondiale.

Depuis quelques années, les mouvements de prix sont saisissants. En 2004, par exemple, la consommation pétrolière de la Chine s'est accrue de 16 %, ce qui a contribué à d'extraordinaires tensions sur les marchés mondiaux. L'accroissement de la demande aux Etats-Unis et ailleurs, l'insuffisance de la production vénézuélienne, une production moindre qu'espérée en Irak, la grave instabilité au Nigeria, la spéculation et les ravages causés par les phénomènes climatiques qui ont entraîné des dommages à des raffineries se sont tous associés pour provoquer la récente explosion du prix.

La volatilité récente des prix du pétrole a eu des implications marquées au niveau des investissements destinés aux infrastructures énergétiques et des conditions d'approvisionnement. L'industrie pétrolière est réputée pour sa capacité à opérer dans des conditions hostiles, mais elle cherche également à minimiser le risque et s'avère, dès lors, très sensible aux fluctuations de prix. La volatilité des prix tend à affaiblir les investissements de renforcement de la capacité de raffinage. Les faibles niveaux d'investissements dans l'exploration et l'extraction en Russie, au Moyen-Orient, en Afrique, et en Amérique latine, ainsi que la pénurie globale de raffineries constituent aujourd'hui les goulots d'étranglement les plus lourds de conséquences au niveau de l'approvisionnement pétrolier. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime que de nouveaux investissements à concurrence de 16 000 milliards de dollars seront nécessaires au cours des trente prochaines années pour satisfaire l'accroissement de la demande énergétique mondiale.

L'instabilité inhérente aux régions qui fournissent la majeure partie du pétrole et du gaz dans le monde représente une autre préoccupation très sérieuse. La guerre, le terrorisme, et les embargos sont autant de facteurs qui pourraient contribuer à une brusque réduction de l'approvisionnement, avec de graves conséquences mondiales.

Regroupant moins de 5 % de la population mondiale, les Etats-Unis consomment actuellement 25 % du pétrole disponible. Dans l'hypothèse d'une forte augmentation du prix du baril de pétrole, le pays sera confronté à une très forte facture d'importation de pétrole, ce

qui représente une composante très importante du gigantesque déficit commercial américain.

Bien que les Etats-Unis disposent de tout un éventail de sources énergétiques, la demande intérieure massive d'énergie résultant de leur robuste économie et de leur débauche énergétique relative en fait le plus important consommateur mondial d'énergie. Et ils doivent donc importer une part croissante de leur énergie.

D'après l'AIE, la consommation américaine d'énergie augmentera de 33 % d'ici 2025, alors que la production énergétique stagnera pour l'essentiel. En bref, à l'instar de l'Europe, les Etats-Unis sont appelés à devenir de plus en plus dépendants des fournisseurs d'énergie étrangers.

En 2025, la part des importations de pétrole dans la consommation américaine totale passera à 70 %, le Moyen-Orient satisfaisant la plus grande partie de cette demande.

Les importations de gaz naturel s'accroîtront de 18 % au cours des dix prochaines années. Le charbon continue à alimenter l'essentiel des centrales électriques américaines. Il est suivi par le nucléaire, le gaz naturel et les sources renouvelables. Les préoccupations croissantes suscitées par les conséquences pour l'environnement de l'utilisation du charbon stimulent toutefois l'intérêt pour des sources d'énergie alternatives.

En conséquence, la présence militaire mondiale des Etats-Unis est en partie destinée à assurer le maintien de l'approvisionnement en pétrole et en autres matières premières vitales à destination de leur territoire et de leurs partenaires commerciaux. Deux tiers environ du transport pétrolier mondial, couvrant aussi bien du pétrole brut que des produits raffinés s'effectuent par voie maritime. La marine américaine est véritablement devenue la garante de la libre circulation sur les voies de navigation mondiales. Elle a un rôle particulier à jouer dans la défense des goulots d'étranglement, au niveau desquels l'approvisionnement en pétrole peut être facilement interrompu à la suite d'une action militaire hostile, de raids de terroristes ou de pirates. Au nombre de ces goulots d'étranglement figurent le détroit d'Ormuz entre Oman et l'Iran, par lequel la majeure partie du pétrole du Golfe est exportée, et le détroit de Malacca entre la Malaisie et l'Indonésie, par lequel 80 % de l'approvisionnement en pétrole du Japon et 60 % de celui destiné à la Chine sont acheminés et qui sert de voie de passage pour les deux tiers du GNL produit dans le monde.

Ainsi, en 2004, 17 millions de barils de pétrole ont transité chaque jour par le détroit d'Ormuz à destination de l'Europe, des Etats-Unis et de l'Asie. Au nombre des autres importants goulots d'étranglement maritimes figurent le détroit de Bab el Mandeb, qui unit la mer Rouge au golfe d'Aden, le canal de Panama et l'oléoduc Trans-Panama qui relie le Pacifique à l'Atlantique, le canal de Suez et l'oléoduc de Sumed, qui relie la mer Rouge à la Méditerranée, ainsi que le détroit turc du Bosphore, entre la mer Noire (et le pétrole provenant de la région de la Caspienne) et la Mer Méditerranée.

Les réseaux d'oléoducs et de gazoducs constituent également des outils diplomatiques, par le biais desquels les pays exportateurs et de transit peuvent exercer des pressions politiques, diplomatiques et économiques. Les importateurs en Europe et en Amérique du Nord et des exportateurs comme la Russie ont naturellement un intérêt commun à défendre le réseau complexe d'oléoducs et de gazoducs, de même que les raffineries et les installations portuaires. La Russie se préoccupe particulièrement de la sécurité des oléoducs et gazoducs, non seulement en raison des problèmes dans des régions sensibles telles que le Caucase septentrional, mais également parce que son système d'oléoducs et de gazoducs fonctionne pratiquement à sa capacité maximale. Cela ne lui laisse donc que peu d'alternatives en cas d'immobilisation. Assurer la sécurité des oléoducs et des gazoducs et définir des plans d'urgence en cas d'interruption de l'approvisionnement constituent deux domaines dans lesquels les Etats-Unis ont intérêt à apporter une contribution positive à la sécurité énergétique. Immobiliser un de ces goulots d'étranglement aurait des conséquences désastreuses sur le marché international de l'énergie.

Conscient des tensions croissantes dans le domaine de l'énergie, les Etats-Unis ont donc cherché à élaborer une politique énergétique de vaste portée et susceptible d'aider le secteur privé ainsi que le gouvernement des Etats fédérés et les administrations locales à « *promouvoir pour l'avenir une production et une distribution d'énergies fiables, bon marché et respectueuses de l'environnement* ». Le résultat a été le Rapport sur la politique nationale de l'énergie qui, depuis sa publication, en mai 2001, guide la politique du pays.

Les dernières prévisions de l'Administration fédérale de l'information sur l'énergie (AIE) donnent une image très claire des problèmes énergétiques que l'avenir réserve aux Etats-Unis.

En dépit des progrès techniques constants, on prévoit que la consommation totale d'énergie des Etats-Unis passera de 98.000 trillions de BTU (unité thermique britannique) en 2002 à 136.000 trillions de BTU en 2025.

Du fait de la lenteur de la croissance de la production nationale d'énergie, on prévoit que les importations nettes d'énergie devraient représenter plus du tiers de la demande américaine en 2025 au lieu du quart à l'heure actuelle.

Une large part de l'énergie importée par les Etats-Unis est constituée par le pétrole, et on s'attend à ce que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) soit la principale source d'approvisionnement marginal qui permettra de faire face à la demande croissante de pétrole.

Dans l'hypothèse d'une augmentation de 3 % par an du produit intérieur brut américain pendant la même période, la demande totale de pétrole des États-Unis pourrait passer de 20 à 28 millions de barils par jour. En conséquence, les importations américaines nettes de pétrole, principalement en provenance du Moyen-Orient, pourraient passer de 53 à 70 %.

En outre, comme la croissance de la capacité de raffinage est limitée du fait de la réglementation en vigueur et de la conjoncture, les produits raffinés devraient constituer une part croissante de ces importations et atteindre 20 % des importations nettes totales d'ici à 2025.

Bien que la majeure partie de l'approvisionnement américain en gaz naturel puisse actuellement être assuré en Amérique du Nord, là aussi la tendance veut qu'une part croissante du gaz importé provienne de pays situés en dehors du continent américain. Même avec un accroissement accéléré de l'efficacité énergétique, les Etats-Unis continueront à dépendre fortement des importations d'énergie pour satisfaire les besoins futurs du pays.

Ces tendances font clairement ressortir la nécessité d'une planification à long terme pour assurer la sécurité énergétique. La politique nationale de l'énergie est une feuille de route révolutionnaire qui fait appel à un ensemble varié de sources pour accroître la sécurité énergétique des Etats-Unis, la compétitivité économique et le respect de l'environnement. Aux yeux des Etats-Unis, la sécurité énergétique ne consiste pas simplement à assurer l'approvisionnement à court terme ; un accès fiable à des services énergétiques à un prix abordable, non polluants et avec un rendement élevé mais également d'assurer la croissance et le développement économique.

L'approche américaine en matière de sécurité énergétique est guidée par les principes suivants, concilier l'accroissement de la production avec un nouvel accent sur l'utilisation de sources d'énergie propres et à rendement élevé. Accroître les rapports avec les pays consommateurs et producteurs.

Développer et diversifier les sources d'approvisionnement. Enfin, les Etats-Unis doivent encourager la prise de décisions fondées sur la concurrence et sur une politique nationale qui stimule l'efficacité. L'obtention d'un approvisionnement énergétique fiable et durable exigera l'adoption de systèmes énergétiques de pointe. C'est pourquoi l'un des aspects fondamentaux de la politique énergétique américaine est un ensemble de nouvelles technologies qui promettent de modifier fondamentalement la façon de produire et de consommer l'énergie. Les efforts doivent être mis également à profit pour encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, les mesures axées sur l'économie de marché et la coopération internationale.

Une politique énergétique équilibrée et de vaste portée est indispensable à la stabilité à long terme de la sécurité économique et nationale des Etats-Unis. L'accroissement de la production intérieure à partir de sources énergétiques classiques comme le pétrole et le gaz naturel est manifestement un aspect important des mesures prises par les Etats-Unis pour réduire leurs importations. Toutefois, ils reconnaissent aussi qu'ils doivent mettre davantage à profit un ensemble diversifié, d'autres sources d'énergie du pays et promouvoir la recherche et le développement d'énergies alternatives.

En effet, si les Etats-Unis parviennent à produire et à commercialiser des véhicules équipés d'une pile à combustible, la production d'hydrogène et la mise en place d'une infrastructure de distribution de ce combustible pourraient avoir lieu d'ici à 2015 et des véhicules fonctionnant à l'hydrogène pourraient faire leur apparition avant 2020.

En 2040, l'hydrogène pourrait remplacer plus de 11 millions de barils de pétrole par jour soit presque le volume des importations actuelles de pétrole des Etats-Unis.

Comme un grand nombre d'autres pays, les Etats-Unis ont d'abondantes ressources en charbon, mais l'utilisation de ce combustible crée des problèmes écologiques. Le projet « *FutureGen* » est une initiative gouvernementale qui porte sur la conception, la construction et l'exploitation de la première centrale au charbon sans émission de carbone.

En collaboration avec le secteur privé, ce programme doté d'un budget de un milliard de dollars fera appel aux technologies les plus récentes pour produire de l'électricité et de l'hydrogène et pour séquestrer les émissions de carbone. Le projet « *FutureGen* » réalisera simultanément plusieurs objectifs écologiques et énergétiques du gouvernement et, grâce à ces travaux de recherche, le charbon pourra continuer à faire partie pendant longtemps partie d'un ensemble varié de sources d'énergie.

L'administration américaine cherche à présent à promouvoir les solutions technologiques pour réduire ses vulnérabilités énergétiques. Les batteries pour véhicules hybrides, la production d'éthanol cellulosique et les cellules de propulsion d'hydrogène figurent en bonne place à l'agenda des technologies énergétiques alternatives du gouvernement américain. L'éthanol (une forme de biocarburant) est un additif pour l'essence dérivé du maïs produit aux Etats-Unis, qui pollue beaucoup moins que les autres carburants.

De l'éthanol pur peut être utilisé par des véhicules spécifiques appelés FFV (Flexible Fuel Vehicles ou véhicules à carburant variable). S'il était largement utilisé aux Etats-Unis, cela pourrait réduire la dépendance américaine vis-à-vis des carburants étrangers.

Actuellement, de l'éthanol est ajouté à 30 % de l'essence vendue aux Etats-Unis et certains font pression à Washington pour doubler son utilisation d'ici 2012. Cependant, l'éthanol produit à partir du maïs ne constitue pas une panacée. Le Brésil a atténué sa dépendance face au pétrole étranger, notamment en généralisant l'utilisation de l'éthanol et en adoptant les FFV. L'éthanol brésilien produit à partir du sucre fournit huit fois l'énergie du carburant fossile utilisé pour le produire, tandis que l'éthanol américain produit à partir du maïs ne fournit que 1,3 fois l'énergie du carburant utilisé pour sa production. L'éthanol brésilien généré par le sucre n'en est pas moins lourdement taxé à la frontière américaine, afin de protéger les cultivateurs de maïs américains.

Pour maintenir leur sécurité énergétique, les Etats-Unis accroissent et diversifient les formes d'énergie qu'ils importent ainsi que leurs sources. Ces efforts sont facilités par les nouvelles possibilités qui s'offrent d'accroître les investissements, les échanges, la prospection et le développement bien au-delà des limites des marchés énergétiques classiques. Les Etats-Unis cherchent à diversifier leurs approvisionnements et à encourager l'exploitation de nouvelles sources d'énergie dans le continent américain, en Russie, dans le bassin de la mer Caspienne et en Afrique, et à améliorer le dialogue avec les principaux pays producteurs et consommateurs pour neutraliser les perturbations énergétiques avant qu'elles ne dégénèrent en crise.

Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique œuvrent de concert en vue d'intégrer davantage le marché énergétique nord-américain en surmontant les obstacles politiques et techniques à

l'accroissement de la production et de l'offre d'énergie. Les Etats-Unis ont également des rapports avec d'autres pays du continent américain qui fournissent actuellement près de la moitié du pétrole qu'ils importent, ainsi qu'avec Trinité-et-Tobago qui est leur plus gros fournisseur de gaz naturel liquéfié.

En dehors du continent américain, les Etats-Unis continuent à resserrer leurs relations avec la Russie, qui est maintenant le second producteur et exportateur mondial de pétrole brut. En 2002, le gouvernement Bush a lancé un programme de coopération avec ce pays pour l'aider à améliorer les conditions nécessaires, en matière de réglementation et d'investissement, à l'accroissement de sa production et au développement de son infrastructure dans ce domaine.

Les Etats-Unis encouragent aussi le développement de la production de pétrole et de gaz naturel dans la zone de la mer Caspienne et ils incitent les Etats de cette partie du monde à établir le cadre juridique, fiscal et réglementaire nécessaire pour susciter les importants investissements qu'exige l'exploitation de ces nouvelles ressources. Selon des estimations, le bassin de la mer Caspienne pourrait produire de 3,5 à 4 millions de barils de pétrole par jour d'ici à 2010, et le gouvernement des Etats-Unis préconise la mise en place d'un nouvel oléoduc pour relier ces ressources au marché mondial.

L'énergie en provenance de l'Afrique joue un rôle croissant dans la sécurité énergétique des Etats-Unis. Elle représente plus de 10 % des importations américaines de pétrole et constitue un moteur de croissance de premier plan pour le continent. Une bonne gouvernance et l'existence de structures de réglementation stables sont indispensables aux investissements privés dans le secteur énergétique. Les principaux pays africains producteurs de pétrole et les Etats-Unis continuent à coopérer pour promouvoir un développement énergétique et économique durable en Afrique.

En plus de ces initiatives, les Etats-Unis renforcent leur dialogue avec les principaux pays producteurs et consommateurs pour suivre l'évolution du marché et pour réagir aux perturbations de l'offre. Ils continuent à participer au Forum international sur l'énergie, groupe multilatéral de pays producteurs et consommateurs de pétrole qui s'emploie principalement à améliorer la régularité de parution et l'exactitude des données qui guident les marchés du pétrole.

Les Etats-Unis collaborent également étroitement avec les principaux pays consommateurs pour remédier aux problèmes communs. En 2002, les ministres de l'énergie des pays du groupe des Huit (G8), réunis à Detroit, ont réaffirmé l'importance du maintien de stocks d'urgence de pétrole et de la coordination de l'utilisation de ces stocks et ont décidé de collaborer pour encourager les investissements dans le secteur de l'énergie. En 2003, les dirigeants du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ont adopté un plan proposé par les Etats-Unis afin de définir les meilleures pratiques concernant le commerce du gaz naturel liquéfié et les réserves stratégiques de pétrole, de financer la production d'énergies non polluantes, de mettre en place l'infrastructure d'une économie fondée sur l'hydrogène et de coopérer au sujet du méthane hydraté.

La collaboration internationale est également un élément essentiel de la stratégie américaine dans le domaine de la technologie. L'expérience a montré aux Etats-Unis que les partenariats internationaux bien conçus peuvent enrichir considérablement la somme de connaissances humaines et faciliter la mise au point et la commercialisation de nouvelles technologies. Ils collaborent avec de nombreux pays pour mettre au point de nouvelles technologies et d'exploiter de nouvelles sources d'énergie afin d'améliorer la sécurité énergétique. Ces partenariats internationaux visent à accroître les ressources et la base de connaissances ainsi que les débouchés des technologies énergétiques de pointe.

Les Etats-Unis s'intéressent en outre à l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie fiable et propre. Le programme Génération IV (*Generation IV International Forum*) du Ministère de l'énergie, auquel participent 10 partenaires étrangers, porte sur la conception de nouveaux réacteurs à fission sans danger, économiques, fiables et susceptibles de produire de nouveaux combustibles comme l'hydrogène. En 2003, le Président Bush a annoncé que les Etats-Unis s'associeraient au projet de réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), pour l'exploitation de la fusion nucléaire en tant que source future d'énergie.

Toutes ces activités visent à assurer un approvisionnement énergétique fiable et à un prix abordable, mais les Etats-Unis sont conscients de l'importance que revêt la protection contre l'éventualité d'une grave perturbation de l'offre. Dès le début de son mandat, l'administration Bush a réaffirmé l'importance du maintien d'importantes réserves stratégiques de pétrole. Ainsi en novembre 2001, le Président Bush a donné l'ordre de porter le volume maximum de ces réserves à 700 millions de barils de pétrole. Elles atteignent actuellement le volume record de 640 millions de barils.

Les Etats-Unis jouent également un rôle actif au sein de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont les vingt six Etats membres se sont engagés à maintenir des réserves pétrolières d'urgence et à prendre des mesures efficaces communes pour faire face aux situations d'urgence en matière d'offre. L'ensemble des stocks de pétrole des membres de l'AIE atteint actuellement près de 4 milliards de barils, dont 1,4 milliard est sous le contrôle direct des Etats membres et le reste entre les mains des sociétés pétrolières.

La priorité des Etats-Unis en matière de sécurité énergétique est donc d'atténuer au maximum le risque de toute réduction du flux de pétrole et de gaz vers les marchés mondiaux. Ceci est, sans aucun doute, l'une des priorités sécuritaires immédiates et à long terme les plus élevées, tant pour les Américains que pour leurs alliés européens. L'Europe et l'Amérique doivent dialoguer pour identifier leurs intérêts communs liés à la sécurité énergétique et déterminer les moyens de les défendre sur terre et sur mer. L'amélioration de la gestion des crises énergétiques est également essentielle ; des mesures proactives multilatérales dans de nombreux domaines sont nécessaires pour éviter de telles crises, mais lorsque celles-ci surviennent un certain degré de coordination des ripostes en cas d'urgence devrait déjà être en place. Des plans de circonstance sont donc indispensables et, comme l'OTAN est déjà très active dans la planification de la gestion des crises civiles, elle devrait être directement impliquée dans la planification des urgences énergétiques potentielles. Elle devient de facto, l'outil principal des Etats-Unis pour assurer cette mission de sécurité des approvisionnements énergétiques.

Naturellement, la coopération implique aussi le partage des technologies, la coopération scientifique et le dialogue politique sur les meilleures pratiques. Mais des implications militaires apparaissent également et il semble parfaitement raisonnable que l'OTAN elle-même participe à cette dimension du dialogue. Qui plus est, l'OTAN devrait avoir plus de latitude pour inviter l'UE à s'engager sur ces questions étant donné la complémentarité potentielle des ressources respectives de chacune de ces institutions. Les défis à connotation militaire sont cependant fondamentaux et un dialogue sur la sécurité énergétique impliquant l'OTAN et l'UE pourrait, dès lors, s'avérer pertinent. De manière similaire, l'implication de la Russie dans un dialogue portant sur la sécurité énergétique pourrait se dérouler sous les auspices de l'OTAN. D'autres instances sont également appelées à jouer un rôle, mais pour les questions de sécurité dure - l'OTAN devrait certainement faire partie des acteurs en présence.

Au niveau mondial, un dialogue multilatéral renforcé sur l'énergie avec l'Inde et la Chine est nécessaire, peut-être sous les auspices de l'OCDE/AIE. Ces deux grands pays en développement qui connaissent une croissance rapide ne peuvent que tirer profit des

évolutions technologiques en matière d'économies d'énergie, de même que des meilleures pratiques et des politiques adaptées. Le dialogue présente également l'avantage de réduire la probabilité d'erreurs stratégiques de calcul car la sécurité énergétique constitue une question centrale de sécurité nationale et réclame une coopération renforcée par le biais de partenariats internationaux au sein de l'OTAN et avec des pays fournisseurs essentiels tels que la Russie.

Par ailleurs, des efforts plus importants sont nécessaires pour faciliter les investissements dans les infrastructures énergétiques. Des cadres régulateurs transparents peuvent s'avérer extrêmement utiles à cet égard, mais il en va de même de la libéralisation des marchés de l'énergie et d'une intégration internationale conçue pour renforcer l'efficacité. Les marchés constituent d'ailleurs une partie de la solution, mais les Etats ont également un rôle important à jouer. Ils peuvent veiller à ce que les coûts de la sécurité et de la préservation de l'environnement soient intégrés au prix acquitté par les consommateurs. Des subventions accordées à la recherche en faveur de sources d'énergie renouvelables prometteuses réduisant les coûts pour la sécurité et l'environnement se justifient également du point de vue économique et stratégique. Des normes nettement plus rigoureuses en matière de consommation des carburants et de l'énergie en général doivent être adoptées pour les transports, les appareils ménagers, l'industrie, les maisons et les immeubles et les gouvernements devraient veiller à ce qu'elles soient largement acceptées et mises en œuvre. Les dirigeants politiques devraient s'engager dans un dialogue honnête avec leurs électeurs, portant sur le coût réel de l'énergie et la nécessité de promouvoir sa conservation.

De même, les organismes de prêt internationaux, les donateurs et les multinationales devraient collaborer avec les gouvernements, les responsables du monde des affaires et les sociétés civiles des pays en développement pour promouvoir l'efficacité énergétique dans les régions moins développées du monde. Un ensemble de stratégies est également nécessaire pour accélérer le développement de technologies qui renforceront de manière durable l'accès des pays en développement à l'énergie. Une collaboration internationale en la matière est essentielle entre les pays industrialisés, mais elle doit également impliquer des pays producteurs et utilisateurs essentiels comme la Chine, l'Inde et le Brésil.

La solution des problèmes énergétiques de la planète exigera des efforts mondiaux résolus et soutenus pendant des décennies. Les Etats-Unis doivent concilier l'accroissement de leur production d'énergie avec l'utilisation d'énergies non polluantes et à rendement élevé en formant des partenariats internationaux, en développant et en diversifiant leur approvisionnement, ainsi qu'en encourageant la concurrence et l'adoption d'une politique judicieuse au niveau national. Ils doivent par ailleurs, promouvoir une politique énergétique qui prenne en compte les problèmes liés à l'environnement. Les nouvelles technologies qui promettent de changer la façon dont on produit et consomme l'énergie sont au cœur même de ces efforts.

La communauté internationale devra déployer pendant des décennies des efforts soutenus pour relever les défis énergétiques mondiaux. Etant donné que le marché américain est le plus vaste du monde dans un système énergétique mondial de plus en plus intégré, les Etats-Unis influencent le cours des événements dans le monde et sont influencés par eux. C'est pourquoi la politique énergétique des Etats-Unis joue un rôle important dans le maintien de la sécurité énergétique mondiale, et cette sécurité énergétique est l'affaire de tous, car elle ne doit pas devenir la cause de conflits globaux.

N. ZAMMIT Ph.D